

**Informations sur le projet**

- **Pays** : République démocratique du Congo
- **Nom du projet** : Formation à la démocratisation pour la Police nationale congolaise (formation locale)
- **Période de coopération** : 2011 - 2013
- **Organisme d'exécution** : Police nationale congolaise

**1. Contexte du projet**
**(1) Contexte général**

On dit que le conflit qui se poursuit depuis les années 1990 en République démocratique du Congo (RDC), avec l'intervention des pays voisins et l'émergence de groupes rebelles armés, a coûté plus de vies que tout autre conflit depuis la deuxième guerre mondiale. La situation s'est stabilisée graduellement après la signature d'un accord de paix en 2002, la mise en place d'un gouvernement de transition en 2003 et des élections présidentielles démocratiques en 2006. Dans les régions situées à l'Est de la RDC, la réintégration, dans les communautés locales, des anciens combattants démobilisés et des personnes déplacées pose un grave problème. De plus, un taux de chômage de plus de 50 % et un flux de population important depuis les régions rurales vers les zones urbaines ont dégradé les conditions de sécurité. La restauration et le maintien de la sécurité sont considérés comme des priorités nationales.

Alors que la Police nationale congolaise (PNC) joue un rôle dans la restauration et le maintien de la sécurité en RDC, elle emploie en son sein des membres d'anciens groupes rebelles armés qui ont commencé à travailler sans avoir pu acquérir les connaissances de base du travail de policier.

**(2) Contexte du point de vue sexospécifique**

Pendant le conflit et en particulier dans les provinces de l'Est, des violations des droits de l'homme envers les civils, notamment des massacres et des violences sexuelles, ont été largement perpétrées par les groupes rebelles. La situation ne s'est pas améliorée avec la poursuite des conflits dans l'Est. Il existe de nombreux rapports sur des femmes et des enfants non seulement victimes de violences sexuelles sur place, mais aussi kidnappés et forcés à devenir enfants-soldats ou esclaves sexuels pour les soldats. On dit que ces groupes rebelles utilisent les violences sexuelles comme « arme » pour instiller la terreur dans l'esprit des personnes et ainsi les contrôler. Les faits de violence sexuelle rapportés par les agences de sécurité se succèdent sans fin. De plus, la situation a empiré en raison des violences répétées puisque les criminels, y compris les violeurs, échappent aux contrôles et s'en sortent en toute impunité en raison des dysfonctionnements du système judiciaire. Afin d'améliorer la situation et d'aider à la reconstruction, le renforcement des capacités des secteurs de la sécurité, c'est-à-dire les forces armées, la police et le système judiciaire est une nécessité urgente.

**2. Résumé du projet**

La JICA, en collaboration avec la PNC, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le PNUD, soutient le développement des ressources humaines depuis 2004 afin de faire avancer la réforme du secteur de la sécurité en tant que priorité nationale, en organisant diverses formations pour la PNC déployée autour de la capitale et dans les provinces de l'Est qui sont toujours contestées. Depuis 2011, l'accent est mis sur les formations de base à long terme (six mois) afin que les nouvelles recrues de la police et les agents de police en service actif qui n'ont pas reçu de formation en tant qu'agents de police, y compris les nombreux ex-membres des groupes rebelles qui se sont enrôlés, puissent acquérir les connaissances de base de la police. Au moins 20 000 agents de police ont participé à la formation jusqu'en 2013. Ce chiffre correspond à environ un cinquième des agents de la PNC. Des résultats positifs sont apparus progressivement, les traitements de la PNC étant devenus plus démocratiques lors des élections présidentielles en 2011, par rapport à celles de 2006.

**3. Activités intégrant le genre**

Comme les droits de l'homme figurent au programme de la formation de base à long terme, des cours sont donnés sur les concepts fondamentaux des droits de la personne, sur l'égalité des sexes, sur la prévention des violences sexuelles et sur la protection des enfants. Pendant les cours sur l'égalité des sexes, les stagiaires apprennent le concept de genre, les raisons qui justifient les activités attentives aux sexospécificités, ainsi que la nécessité de l'égalité des sexes au sein de la PNC. Sur le thème de la prévention des violences sexuelles, qui a été inclus dans le cours à la demande insistante du gouvernement de la RDC ainsi que de la PNC, il est enseigné que les violences sexuelles constituent des violations des droits de la personne et les cours portent aussi sur les mesures à appliquer par l'agent de police responsable d'une enquête. Les formateurs comptent dans leur rang de nombreuses femmes qui ont été formées par la JICA. On estime qu'environ 6 % du nombre total d'agents de la PNC sont des femmes. Un total de 143 agents de police féminins a participé à la formation durant les trois années écoulées depuis 2011, car la formation encourage autant que possible la participation des femmes.



Les personnes, et en particulier les femmes, ne peuvent pas vivre en paix dans leur communauté locale sans la sécurité. Il est d'une importance vitale d'améliorer la compréhension et le renforcement des compétences sur l'égalité des sexes et les violences sexuelles au sein de la PNC afin de stopper les violences sexuelles et d'empêcher que les victimes ne soient maltraitées par la police.